

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN* : 1^{er}

Concours

DATE : 7 juin 2016

A MAGISTRATURE

ou d'y mettre un signe quelconque

Strasbourg, ce
indique interne
une décision
au destri-
néanmoins
obtenir
l'an

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat :

00607

NOTE

15 / 20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

5

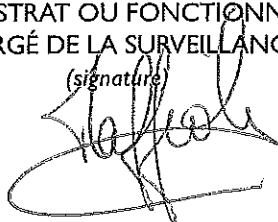
COMPOSITION DE

Droit civil /
procédure civile

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE

(signature)



Il est interdit aux candidats de signer

celui-ci (A). Par
conviendrait de faire
celui qui est

(A)

la seule obtention d'un
jugement ou arrêt ne
suffit pas, dans de nombreux
cas, à remplir de
ses droits la partie
en faveur de laquelle
il a été rendu. Excep-
tion faite des décisions
constitutives de droit (par
exemple, la partie d'un

jugement portant sur le prononcé du divorce), le
jugement ne se suffit pas à lui-même. Après avoir
obtenu des juges qu'il tranche le litige et dise le
droit, la partie "victorieuse" devra poursuivre l'exé-
cution du jugement. Il est possible que celle-ci
ne rencontre guère de difficultés : tel est par exemple
le cas lorsque la partie vaincue y procède
spontanément. Dans le cas contraire, il y aura
lieu de recourir à l'une (ou plusieurs) des
procédures d'exécution forcée prévues par le
Code de procédures civiles d'exécution (CPCE).

Comme l'a souligné la Cour européenne des droits
de l'homme (CEDH) dans son arrêt Hornsby
contre Grèce rendu le 19 mars 1997, la phase
d'exécution du jugement participe du droit
au procès équitable garanti par l'article 6 § 1
de la Convention européenne de sauvegarde
des droits de l'homme et des libertés fon-
damentales (CEDH), et plus spécifiquement du droit

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

d'accès au juge - Selon la Cour de Strasbourg, ce droit resterait "illusoire si l'ordre juridique interne d'un Etat contractant permettait qu'une décision judiciaire et obligatoire reste inopérante au détriment d'une partie". Cependant, le droit du créancier à parvenir à l'exécution du jugement qu'il a obtenu ne l'autorise nullement à recourir à des moyens portant atteinte aux droits du débiteur (droit au respect de la vie privée, droit à disposer d'un minimum de subsistance...). C'est pourquoi le droit encadre la phase d'exécution du jugement, en confie la réalisation à un auxiliaire de justice (l'huissier de justice) et permet aux parties, ainsi qu'à l'huissier lui-même de porter les difficultés d'exécution devant l'autorité judiciaire, en la personne du juge de l'exécution. Dès lors, il convient de s'interroger sur la façon dont le législateur a entendu concilier les droits du créancier saisissant et ceux du débiteur saisi. Son intervention porte tant sur les conditions préalables à l'exécution du jugement (I) que sur le déroulement des procédures d'exécution (II).

I) Les conditions préalables à l'exécution du jugement

Les conditions préalables à l'exécution du jugement concernent essentiellement le caractère exécutoire de

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

celui-ci (A). Parmi les jugements exécutoires, il convient de faire une place particulière à celui qui a été assorti de l'exécution provisoire (B).

① le caractère exécutoire du jugement.

Il résulte de l'article 502 du Code de procédure civile (CPC) que seul le jugement revêtu de la formule exécutoire peut être mis à exécution. De plus, pour faire de la force exécutoire, le jugement doit être passé en force de chose jugée : tel est le cas des seuls jugements qui ne sont plus susceptibles d'aucun recours suspensif d'exécution (c'est-à-dire d'aucun recours ordinaire, dont l'appel fait partie^①). S'il dispose d'un jugement non encore revêtu de la formule exécutoire, le créancier saisissant devra, dans l'attente qu'il le soit, se contenter de la possibilité de faire pratiquer des mesures conservatoires (art. 511-2 CPC). Il convient de souligner le traitement particulier dont font l'objet les jugements étrangers : ceux-ci sont exécutoires sur le territoire français dans la seule mesure où leur régularité a été constatée par un jugement d'equivalence (pour les jugements qui n'ont pas été rendus par une juridiction d'un Etat membre de l'Union européenne) ou par une déclaration constatant leur force exécutoire (pour les jugements). Et en outre que le jugement n'est exécutoire ni pendant le délai imparti

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 1

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

rendus par une juridiction d'un Etat membre de l'Union européenne). Toutefois, la tendance du droit international privé européen est de reconnaître la force exécutoire transfrontalière de plein droit de certains jugements, comme l'illustrent les articles 40 et suivants du Règlement "Bruxelles II bis" en matière de décisions relatives au droit de visite et de certaines décisions ordonnant le retour de l'enfant, ou encore le récent Règlement "Bruxelles I bis" applicable en matière civile et commerciale.

Si le caractère exécutoire du jugement est une condition nécessaire à l'exécution du jugement, elle n'en est pas toujours la condition suffisante. Ainsi, certains obstacles tels que l'octroi d'un délai de grâce par le juge (art. 510 et suivants CPC), la prescription du jugement (art. 111-4 CPCE) ou l'ouverture d'une procédure de traitement de l'insolvabilité du débiteur (procédure collective du Code de Commerce ou de surendettement du Code de la Consommation) peuvent venir contrarier les desseins du créancier saisissant, en ce qu'ils font obstacle à la poursuite des voies d'exécution.

③ les spécificités de l'exécution provisoire

L'exécution provisoire, prévue aux articles 514 et suivants CPC, constitue une exception à la règle selon laquelle seuls les jugements passés en force de chose jugée sont susceptibles d'être revêtus de la formule exécutoire. Certaines décisions, à l'instar des ordonnances de référé, en bénéficient de plein droit (art. 514 al. 2 CPC). Lorsque tel n'est pas le cas, le juge peut l'ordonner à la demande des parties ou d'office (art. 515 CPC). Il dispose sur cette question d'une importante marge d'appréciation, la seule limite tangible qui lui est opposée étant l'interdiction de la loi.

Si l'exécution provisoire a, pour le requérant saisissant, l'avantage de lui permettre de contourner l'effet suspensif lié à l'exercice des voies de recours ordinaires (appel et opposition), elle s'effectue à ses risques : l'infirmité totale ou partielle du jugement peut l'obliger à des restitutions, ce qui explique que le juge ait la faculté d'en subordonner la pronance à la constitution de garanties (art. 517 CPC) ou d'y substituer une consignation (art. 521 CPC).

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Enfin, l'exécution provisoire ordonnée par le Juge peut produire des conséquences particulièrement graves pour celui qui s'y trouve obligé : en effet, lorsqu'il ne s'y conforme pas, il est susceptible ^{de} voir radier son affaire du rôle à la demande de l'intimé. Dans un arrêt Chafellier contre France, rendu le 31 mars 2011, la CEDH a jugé cette disposition contraire au droit à un recours ~~excessif~~ lorsqu'elle aboutit à faire peser sur l'appelant la charge d'une exécution provisoire dont le montant se trouve en disproportion manifeste avec les ressources. En revanche, lorsqu'une telle disproportion ne peut être constatée, les exigences de l'article 6 § 1 CEDH sont pleinement respectées (CEDH, 10 octobre 2013).

II Le déroulement des opérations d'exécution

les dispositions portant sur le déroulement des opérations d'exécution témoignent de la recherche d'un équilibre entre les droits du créancier saisissant et ceux du débiteur saisi (A). Lorsque l'une des parties, et plus particulièrement le débiteur saisi, estime les actes d'exécution irréguliers, un recours judiciaire lui est ouvert devant le Juge de l'exécution (B).

A. La recherche d'un équilibre des droits des parties aux voies d'exécution

Les procédures civiles d'exécution sont de nature diverse : ainsi, une saisie attribution d'une somme d'argent placée sur un compte bancaire ne recèle pas un potentiel d'attente aux droits du débiteur saisi identique à une mesure d'expulsion ou une saisie-vente diligente dans le local d'habitation d'une famille. Dès lors, davantage de précautions doivent être prise en vue de l'exécution des secondes que pour celle de la première.

En premier lieu, la loi confie l'exécution des jugements à l'huissier de justice, qui est un auxiliaire de justice, ce qui crée un apparentement direct entre créancier saisissant

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 3

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

et débiteur saisi et écarté : ce que l'on
pourrait qualifier de "justice privée en applica-
tion d'un jugement". Aussi, l'huissier peut, le
cas échéant, solliciter l'assistance de la ^{force} publique.
En deuxième lieu, les voies d'exécution ne
peuvent être diligentées par "surprise" : dans tous
les cas, elles sont subordonnées à la notifi-
cation du jugement. De plus, l'exercice
de certaines d'entre elles, que l'on peut
percevoir comme les plus intrusives pour le
débiteur saisi, doit être précédé d'un
commandement. Ce commandement est resté inflexible
pendant un certain délai (8 jours pour le
commandement de payer délivré dans le cadre
d'une saisi-vente ; deux mois pour le
commandement de quitter les lieux délivré
dans le cadre d'une procédure d'expulsion).
Le commandement doit préciser les conséquences
susceptibles d'y être attachées dans l'hypothèse
où le débiteur n'y donne aucune suite.
S'agissant, en troisième lieu, des actes d'exé-
cution en tant que tels, l'article 111-7
CPC tempère le principe de la liberté des
créanciers dans le choix des mesures : en effet,

l'exécution de celles-ci ne peut excéder
ce qui se révèle nécessaire pour obtenir
le paiement de l'obligation. Il s'agit là
d'un principe général applicable à l'ensemble
des voies d'exécution. En le méconnaissant,
le créancier saisissant engageant sa respon-
sabilité à l'égard du débiteur saisi - d'article
L. 221-2 CPCE en faveur une illustration
connue en matière de saisie-vente : le saisissant
dont le montant de la créance à recouvrer
n'excède pas 535 € doit privilégier la voie
de la saisie attribution ou des rémunérations
du travail. Ce n'est que subsidiairement
qu'il pourra recourir à la saisie-vente - le
respect des droits du débiteur saisi. Lors
de l'exécution des actes d'exécution exige
également que le débiteur saisi soit respecté
en sa vie quotidienne, qu'il s'agisse de sa
vie privée ou des moyens de subsistance
qui sont laissés à sa disposition - s'agissant
de ces derniers, l'article L. 112-2 CPCE dispose
que ne peuvent être saisis ni les
biens mobiliers nécessaires à la vie et au
travail du saisi et de sa famille, ni les
pensions, sommes et pensions à caractère
alimentaire. Quant au versant relatif à
la vie privée du débiteur saisi, plusieurs

préisent
↑
ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 4

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

dispositions les conditions prévues dans lesquelles : il peut être procédé aux actes d'exécution (article 503 CPC), celles dans lesquelles l'huissier de justice peut pénétrer dans un local d'habitation dont l'occupant est absent ou auquel il refuse l'accès (art. L. 142-1 CPE), ou encore les périodes de l'année durant lesquelles il est impossible de procéder à une mesure d'expulsion des occupants d'un local d'habitation ou à usage professionnel, lorsque le relèvement des intéressés n'est pas arrivé (article L. 142-6 CPE).

Lorsque l'une des parties estime que les actes d'exécution n'ont pas été réalisés en conformité avec les prescriptions légales, ou lorsqu'un tel acte d'exécution fait surgir une difficulté, un recours devant le Juge de l'exécution sera possible.

③ Le contrôle des actes d'exécution par le Jpe de l'exécution

Aux termes de l'article L. 213-6 du Code de l'organisation judiciaire (COJ), le Jpe de l'exécution connaît, de manière exclusive, des difficultés relatives aux titres exécutoires et des contestations qui s'élèvent à l'occasion de l'exécution forcée. En contradiction avec la lettre de cette disposition, il faut réserver la compétence du Jpe d'instance en matière de saisies des rémunérations du travail.

Il entre tout d'abord dans la mission du Jpe de l'exécution de faire respecter les principes généraux des voies d'exécution lorsqu'il est saisi d'une contestation mettant celle-ci en cause : ainsi, il peut ordonner la mainlevée de toute mesure d'exécution inutile ou abusive, et condamner le saisissant à des dommages-intérêts en cas d'abus de saisie (art. L. 121-2 CPC). Il lui appartient également de sanctionner la résistance abusive du débiteur (art. L. 121-3 CPC).

Au-delà des principes généraux, il lui revient de connaître des incidents de saisie,

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 5

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

qui peuvent être portés devant lui tant par les créanciers (en matière de saisie-rente : article R. 221-41 et suivants CPC) que par le débiteur. Le juge de l'exécution, dont les fonctions sont en principe exercées par le président du Tribunal de Grande instance mais peuvent être déléguées à un ou plusieurs juges, a donc pour mission de s'assurer, à la demande de l'une des parties, que les conditions dans lesquelles les actes d'exécution ont été dirigés sont conformes aux conditions légales. Dans le cas contraire, il en prononcera la nullité (par exemple, en matière de saisie-rente : art. R. 221-54 CPC). Cependant, l'étendue de sa compétence trouve sa limite lorsqu'il est en jeu l'intangibilité du jugement que les actes d'exécution tendent à exécuter; s'il peut octroyer un délai de grâce au débiteur (article 510 CPC) ou interpréter la décision de justice sur laquelle les voies d'exécution sont fondées (civ. 2, 9 juillet 1937), il ne peut prononcer l'annulation

de la décision de police devant de support
aux mesures d'exécution (arr. 2^{ème} 25 mars
1999) ou en modifier le dispositif (arr. 1^{ère},
9 avril 2014).